

# le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 2  
Septembre 1963

Prix :  
0,20 F

VIVE LE PARTI UNIQUE DE LA REVOLUTION SOCIALE !

L'histoire de la contre-révolution qui, de Lénine, a conduit à Khrouchtchev, a presque quarante ans. Le démocratisme bourgeois avait eu deux siècles pour façonner les cerveaux, tandis que le communisme n'a tenu le pouvoir que pendant quelques brèves années, dans le pays le plus arriéré d'Europe, de surcroît : c'est pourquoi bien peu de communistes ont su et savent combattre cette contre-révolution sans retomber peu ou prou dans les tabous et les revendications démocratiques. C'est donc impunément que Maurice Thorez a pu déclarer au dernier Comité du PCF :

"Staline a eu le tort de théoriser sur (sic!) ce qui n'avait été que le résultat des circonstances pour définir la nécessité, l'obligation de l'existence du seul Parti communiste dans l'oeuvre de construction du socialisme. Nous avons une autre conception, plus conforme à celle de Lénine. Il faut certes un mouvement de masses puissant, comme l'a été le mouvement des ouvriers et des paysans russes en 1917 et un Parti communiste qui aide, qui guide, qui oriente, qui joue un rôle décisif : mais il peut jouer ce rôle en collaboration et dans l'union avec d'autres partis, d'autres groupements démocratiques".

Ceci, ce n'est qu'une version parlementaire particulièrement abjecte de la critique démocratique du stalinisme dans laquelle toute "l'opposition", même non parlementariste, au communisme moscoutaire a plus ou moins versé pendant trente-cinq ans, en dépit des avertissements de notre courant. Le fait qu'on la trouve aujourd'hui dans la bouche de Thorez lui-même, en dépit de toutes ses résistances à la "déstalinisation", prouve à l'évidence que nous avons raison de nier que la révision stalinienne pût être efficacement combattue d'un point de vue tant soit peu démocratique. Entre stalinisme et démocratisme, révision stalinienne et révision parlementariste classique du marxisme, il n'y a jamais eu aucune différence de nature : une chose conduisait à l'autre, c'est aujourd'hui prouvé, et du même coup aussi le fait que la critique réellement communiste partait d'une toute autre base que toutes les variétés de critique anti-totalitaires et évitait de renier tout ou partie de la doctrine marxiste de la dictature du prolétariat.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB  
abonnement 1 an : ordinaire 9 F  
abonnement 1 an : de soutien 20 F

Versements : GAMBINI C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

Correspondance :

B.P. 375 MARSEILLE-Colbert  
B.P. 24 PARIS XIX

Aujourd'hui, Thorez dit en substance : "J'ai menti pendant près de vingt ans, mais maintenant je vais avouer la vérité. En vérité, Lénine était démocrate. En vérité, il était partisan de la collaboration de tous les partis démocratiques, pour lutter contre le tsar (mais contre la république de février ? !) d'abord, pour construire le socialisme ensuite, mais les circonstances ont empêché la réalisation de ce plan. De simples circonstances, Staline a tiré sa théorie anti-démocratique du gouvernement du parti unique qui est la cause de toutes les idées fausses qui ont été depuis répandues sur le communisme". Version d'une fausseté et d'une maladresse criantes ? Oui. Mais quand il entreprend en 1963 d'écrire une Histoire du Parti bolchévick, que fait l'historien oppositionnel Pierre Broué, qui, lui, ne déforme pas volontairement les faits et n'est aucunement maladroit ? Que juge-t-il vital de rappeler à un prolétariat ignorant ou oublieux ? Que Lénine et sa république rouge étaient beaucoup plus économes de violence à l'égard des non-bolchévicks et, à plus forte raison, des membres du Parti que Staline et son état policier, que Lénine respectait la démocratie, laquelle n'a pourtant rien à faire là-dedans, puisqu'elle signifie non point limitation de la violence contre l'adversaire, mais pouvoir de plusieurs classes, ce qui est tout autre chose. Relativement décente ou totalement obscène, la présentation démocratique du léninisme et de la révolution soviétique est la plaie de notre temps, le principal obstacle à la restauration de la doctrine marxiste de la dictature du prolétariat, et c'est en tant que telle qu'elle doit être combattue. Il en est de même pour la version qui accuse au contraire Lénine d'avoir préparé Staline et perdu la révolution par des fautes répétées contre la "démocratie ouvrière", car si elle diverge des précédentes dans la "critique" des faits, elle se place sur la même plate-forme de repentir démocratique et libéral pour les péchés totalitaires du communisme.

o o o o o

Comme toutes les révolutions, la révolution russe a ses aspects fondamentaux et ses aspects contingents, des caractéristiques qui se retrouveront nécessairement dans la future Révolution communiste et prolétarienne et des particularités liées aux conditions russes des premières décades du siècle qui ne se retrouveront plus jamais. Le tout est de savoir les distinguer : sans cela, il n'y a ni doctrine, ni programme de parti.

Dans la version éhontée de Thorez, c'est précisément tout ce qui, de la révolution hybride, impure de Russie, fait une révolution authentiquement prolétarienne et communiste qui est imputé à des "circonstances" historiques contingentes. Si le Parti communiste a joué en octobre 1917 le "rôle décisif" que l'on sait, non point "en collaboration et dans l'union avec les autres partis démocratiques (sic !)", mais en lutte ouverte contre eux ; si cette lutte s'est poursuivie après l'insurrection soviétique contre la république démocratique de Février, et si les bolchévicks ont assumé seuls le pouvoir, c'était là pure "contingence", et le "tort" de Staline aurait été de l'ériger en doctrine de parti ? Mais alors, quelle est la juste doctrine de parti ? Précisément, il n'y en a pas, il n'y en a plus depuis que les exigences de la coexistence pacifique ont obligé à mettre au rancart la dernière position par laquelle Staline pouvait faire croire à une continuité à l'égard de Lénine : la dictature du prolétariat, c'est le gouvernement du parti communiste à l'exclusion de tout autre. Mais ce qui vaut pour le sous-stalinisme actuel, qui en réalité défend une position parlementaire pure et simple, en rien différente de celle de la vieille social-démocratie, vaut tout autant pour tous ces courants qui, sans tomber aussi bas, n'ont jamais eu le courage de revendiquer cette définition, que Staline a exploitée en paroles (et non point inventée !) mais trahie dans les faits, puisque son gouvernement à lui était tout autre que communiste et léninien, aussi bien internationalement que nationalement.

La politique du parti bolchévick à l'égard des partis démocratiques russes d'avant et après 1917 a été évidemment déterminée par la politique de ces partis, par leur attitude face à la révolution prolétarienne qui, de février à octobre, n'a

cessé de grandir dans le cadre étroit de la révolution démocratique jusqu'à le faire voler en éclat, jusqu'à renverser la république bourgeoise de février sur ses bases débilés et à la remplacer par la glorieuse république communiste des soviets. Dire que cette politique bolchévique fut purement "de circonstances", cela revient donc à dire que la résistance acharnée des démocrates russes d'avant, pendant et après 1917 contre l'insurrection et le pouvoir prolétariens l'était aussi, en d'autres termes, que dans la révolution communiste future, les partis démocratiques pourraient agir tout autrement, qu'ils pourraient normalement "aider, guider, orienter" le mouvement révolutionnaire "en collaboration et en union" avec le Parti communiste. Voilà le grand faux et le grand mensonge, et dans le meilleur des cas la fatale illusion ; voilà en tous cas la plus grande stupidité imaginable. "Union et collaboration" des "démocrates et des communistes", mais contre quoi ? Contre un tsar, une république démocratique mort-née et un semi-féodalisme ? L'espoir n'était pas insensé, ce qui explique la patience réelle dont le bolchévisme a fait preuve à l'égard des socialistes menchévicks et démocrates ; mais précisément, la fraction la meilleure du parti bolchévick a su éviter l'erreur fatale consistant à tout miser sur un pareil espoir, a su prévoir très tôt où leur version de la révolution russe conduirait menchévicks et socialistes-révolutionnaires : dans le camp de la bourgeoisie et de la contre-révolution. Contre un Etat représentatif moderne fort d'une tradition séculaire et contre le capital ? Pareil espoir serait tellement insensé que même le PCF n'oserait jamais le formuler. Refuser de prévoir que si le prolétariat des pays avancés redevenait communiste et révolutionnaire, tous les démocrates se mobiliseraient furieusement contre lui pour défendre leur pluri-partisme et leur "planification démocratique" du capitalisme n'est pas tant une énorme sottise qu'une impossibilité pure et simple. Ce que le PCF "prévoit" est en fait tout autre : c'est que le prolétariat ne redeviendra plus jamais communiste ni révolutionnaire, et que d'ailleurs, il ne le doit pas, sous peine de conduire l'humanité à sa perte par destruction atomique. Le cadre qu'il assigne à la classe ouvrière n'est plus celui d'une révolution socialiste ni pure ni impure, ni même d'une "révolution anti-fasciste" ou "anti-gaulliste" à laquelle il se garde bien d'appeler, et qui est au reste inconcevable, la tâche des révolutions étant de remplacer un type historique d'Etat de classe par un autre, et non de défaire des gouvernements ! Dans ce cadre mesquin et misérable, toutes les "collaborations" et "unions" de tous les partis imaginables sont bien possibles, et la doctrine du parti unique devient un malencontreux et inutile fardeau : seulement le communisme n'y a plus de place. Par contre, si par "construction du socialisme", on entend réellement destruction du capitalisme, alors le seul programme politique possible c'est l'exclusion du pouvoir de tous les partis qui s'y opposent ou simplement hésitent sur sa nécessité, sans la moindre tolérance pour leur coupable propagande et à plus forte raison leur agitation, sans la moindre crainte superstitieuse et absurde que la défaite puisse surgir du relèvement de l'ennemi (et exclusivement de lui), mais d'un manque d'égards démocratiques à son encontre.

o o o o o

La doctrine communiste de la révolution et de la contre-révolution russe aboutit à des conclusions exactement opposées non seulement à celles de Maurice Thorez et du PCF d'aujourd'hui mais à celles de toutes les variétés trotskystes ou anti-trotskystes d'opposition : l'aspect contingent de la révolution bolchévique, c'est précisément tout ce qu'elle gardait de démocratique en tant que révolution socialiste impure et qui va de la définition du pouvoir comme "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", à la proclamation d'une constitution, à l'alliance gouvernementale éphémère avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, à la relative tolérance des bolchévicks à l'égard de leurs critiques et de leurs adversaires etc. - bref, toutes les caractéristiques sur lesquelles on insiste généralement avec le plus de complaisance, pour le plus grand dommage de la clarté doctrinale, quand ce n'est pas pour dissimuler un passage pur et simple au camp bourgeois. Son aspect fondamental, le seul que l'histoire retiendra, c'est l'affirmation ouverte et courageuse de son programme de classe, l'exercice sans faiblesse du pouvoir envers et contre tous les ennemis du communisme, sans les hécatombes

fratricides des révolutions bourgeoises (cela incombait à Staline !) mais sans crainte d'exercer la contrainte, même contre de prétendus socialistes, même -dans le cas extrême et malheureux de Cronstadt- contre des ouvriers insurgés.

Si finalement, c'est Staline qui est venu, c'est en raison de tout autres causes que l'exercice du pouvoir par un seul parti. Et cent Staline ne nous auraient pas fait réviser notre doctrine communiste : il n'y a qu'un seul et unique parti de la révolution sociale, celui qui est capable de mener les masses à l'assaut du pouvoir bourgeois ; sa constitution est le résultat le plus difficile, mais aussi le plus haut de toute la phase historique capitaliste, le but ultime de toute la science marxiste et de toutes les controverses doctrinales apparemment les plus éloignées de la "pratique". Sa formation signifie rien de moins que la constitution du prolétariat en classe, sa victoire que l'érection de celui-ci en classe dominante. Son maintien, sans partage avec aucun autre, sans recul sur le programme d'aucun autre à la tête de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire de la lutte anti-capitaliste, c'est la condition encore jamais réalisée de la victoire définitive du socialisme. Vive donc le parti unique de la révolution sociale ! Vive donc le pouvoir totalitaire de la classe prolétarienne !

---

### Le conflit sino-soviétique

#### LEURS "DIVERGENCES". ET NOTRE COMBAT

Le seul fait révolutionnaire de la seconde guerre mondiale, ce n'est pas la victoire de la "démocratie" sur le "fascisme" : elle n'a rien changé aux formes séniles, typiquement fascistes, de la domination du capital ; ce n'est pas non plus la création d'un "système socialiste mondial", chasse gardée de l'impérialisme russe dont les Chinois viennent de dénoncer le "chauvinisme de grande puissance" ; ce n'est pas, enfin, l'invention d'une bombe atomique qui devrait, selon Khrouchtchev, garantir la paix bourgeoise, tout comme pendant la guerre elle a servi au triomphe de l'impérialisme américain. C'est l'irruption sur la scène mondiale d'une Chine mise au ban des nations, à la porte de tous les camps.

Si peu qu'ils aient voulu, pensé et préparé cette révolution en 40 ans de faux-fuyants, de compromis et de défaites, les dirigeants de Pékin ne pouvaient manquer d'exprimer à leur manière l'opposition de principe entre les intérêts du développement capitaliste chinois et ceux du conservatisme parasitaire, de la stagnation impérialiste. La force des antagonismes sociaux avait déjà poussé le parti de Mao à prendre le pouvoir, malgré ses errements petits-bourgeois et les réticences de Staline. Ce sont les mêmes pressions souterraines qui conduisent aujourd'hui la Chine (seule du "Tiers Monde") à rejeter le lâche neutralisme des peuples fausement "émancipés" et le patronage "démocratique" des deux grands qui se partagent le globe. Voilà qui est suffisant pour justifier la critique chinoise du pacifisme khrouchtchevien dans lequel sont tombés tous les mouvements nationaux et coloniaux issus de la dernière guerre impérialiste.

Mais lorsque Mao présente comme de simples "divergences" entre la Russie et la Chine une antinomie profonde, une contradiction incurable du régime capitaliste, il reste l'esclave de l'idéologie antimarxiste et ne fait que refléter un rapport de forces favorable à l'impérialisme. Nous savons, nous, que ce ne sont pas des "divergences idéologiques" entre le parti russe et le parti chinois (divergences, qui plus est, sur l'interprétation des lamentables Déclarations de 1957 et 1960) qui

ont finalement opposé l'Etat russe et l'Etat chinois. Bien au contraire, ce sont les obstacles matériels mis par la Russie bourgeoise à l'explosion révolutionnaire en Chine qui font aujourd'hui des anciens fantoches de Staline les adversaires de Khrouchtchev.

Conflits d'ordre économique entre la Russie impérialiste et la Chine arriérée troquant ses dernières rations de bouche contre les machines du grand capital, souvenir du pillage "anti-fasciste" de la Mandchourie qui fut ordonné par Staline, à la fin de la guerre, expérience décevante de "l'échange d'équivalents" qui devait caractériser les "nouveaux" rapports commerciaux à l'intérieur du bloc soviétique : tout cela détermine cette critique de l'impérialisme russe auquel Pékin reproche de "transposer dans les relations entre pays socialistes la pratique consistant à réaliser des profits aux dépens d'autrui".

Mais plus que cela dont on parle, il y a ce dont on ne parle pas : le sabotage par l'Internationale moscovite du parti chinois dans les années cruciales de sa formation, les responsabilités politiques de l'Etat russe dans l'échec de la révolution de 1927, son poids idéologique mis au service de la bourgeoisie compradore et de l'impérialisme anglo-américain. Tout cela pour démontrer ce que la pratique dément aujourd'hui : que dans le feu croisé de l'impérialisme une révolution bourgeoise puisse atteindre ses fins sans l'intervention du prolétariat la transformant en révolution double et en faisant l'affaire du prolétariat international.

C'est parce que nous n'ignorons pas le potentiel révolutionnaire ainsi détournée son cours historique que nous repoussons aussi par avance les tentatives de la "gauche" occidentale pour minimiser, au nom de la "théorie marxiste" ou de "l'unité du mouvement prolétarien", la signification, non pas théorique, mais pratique de cette révolte de Pékin contre Moscou. Ces courants, à l'image du Kremlin autour duquel ils gravitent, ne font que répéter la vieille trahison de la social-démocratie européenne à l'égard des révolutions nationales et coloniales. Ce n'est pas sur ces positions, déjà éprouvées par la guerre d'Algérie, que l'on peut prétendre donner aux Chinois une leçon de marxisme!

A la différence des anciennes manifestations de "l'extrémisme chinois" qui ne sortaient pas du cadre national-bourgeois (question agraire et lutte anti-impérialiste), la Lettre en 25 points qui a consacré la rupture sino-soviétique affirme des prétentions quant à la "ligne générale du mouvement communiste international". Critiquant la politique nationale et internationale de Moscou, la Chine pose ouvertement sa candidature à la succession. Comme si le socialisme, qui fut porté bien haut en différentes époques, par les prolétariats anglais, français, allemand et russe, devait faire un nouveau pas vers l'Orient pour passer des mains des directeurs de kolhozes à celles des paysans chinois.

Il n'échappera à personne que le passage de la I<sup>o</sup> Internationale à la II<sup>o</sup> et de la II<sup>o</sup> à la III<sup>o</sup> ne dépendait pas seulement de la volonté marquée par le prolétariat d'un pays donné de se lancer à l'offensive, mais s'inscrivait dans une crise mondiale du capitalisme, dans une reprise générale des luttes de classe et dans la liquidation des erreurs théoriques et pratiques qui avaient miné l'action révolutionnaire dans la phase précédente. Parce que manquaient tous ces facteurs historiques, notre parti s'est opposé jadis à l'Internationale de Trotsky. Aujourd'hui, il nous paraît même tout à fait inutile de nous demander si ces facteurs existent, alors que se dresse à l'horizon l'Internationale beaucoup moins séduisante de Pékin. La seule question qu'il nous reste donc à poser est de savoir pourquoi les intérêts pressants de l'Etat chinois l'ont conduit non seulement à s'insurger contre l'impérialisme russo-américain, mais encore et surtout à donner à sa révolte la forme d'un combat pour le "socialisme" et "l'orthodoxie marxiste".

A l'époque de l'impérialisme, le sort des révolutions bourgeoises des peuples opprimés est étroitement lié à l'action du prolétariat des métropoles capitalistes. Le caractère social de ces révolutions en fait ce que Marx a appelé des révolutions permanentes qui imposent aux noyaux prolétariens la tactique de double révolution. Cette tactique s'est vérifiée dans la Russie d'Octobre. Elle a été sabotée en Chine où le parti du prolétariat, après avoir adopté la théorie bourgeoise de la "révolution par étapes", renonça à son programme, à sa dictature et s'est finalement dissous dans le "Bloc des quatre classes". Ainsi, le parti chinois fut-il de tout temps le parti le plus réformiste de l'Internationale moscovite.

Une autre particularité des mouvements nationaux-bourgeois à l'époque impérialiste, c'est qu'ils empruntent au prolétariat son idéologie et son drapeau. Tel fut en Russie le cas du populisme et de son sous-produit socialiste-révolutionnaire. Tel fut le cas en Chine du "populisme" de Sun Yat-Sen, fondateur du Kuomintang, et de son successeur, le parti "communiste" de Mao. Les conditions générales de la lutte sociale et politique dans cette phase historique poussent en effet la bourgeoisie dans les derniers retranchements de ses illusions progressistes et l'obligent même à céder la place à une autre classe qui fera en son nom, mais sous une autre enseigne la révolution que la première n'aura pas pu "achever". Ceci prouve tout simplement que les antagonismes sociaux mis en jeu par une révolution nationale bourgeoise à l'époque impérialiste plaçant à l'ordre du jour l'intervention décisive du prolétariat non seulement autochtone, mais encore international.

Il faut donc bien voir que les critiques adressées aujourd'hui par Mao à Khrouchtchev (même lorsqu'elles paraissent irréprochables en théorie) ne relèvent pas d'une sérieuse tradition marxiste, d'une lutte indépendante du prolétariat chinois pour ses intérêts de classe, mais seulement de l'expérience récente par le mouvement national bourgeois des graves contradictions du système capitaliste mondial qui lèsent les intérêts immédiats de l'Etat chinois.

Une bonne moitié des "critiques" de Pékin consiste précisément à mettre à nu ces contradictions sur lesquelles Moscou entend fermer les yeux. Ainsi, lorsque la Lettre en 25 points affirme "s'en remettre, pour le sort des peuples du monde et celui de l'humanité, à l'unité et à la lutte du prolétariat mondial", elle ne fait qu'exprimer à sa manière cette thèse de l'Internationale Communiste selon laquelle sans l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés, les peuples opprimés ne sauraient espérer leur complète émancipation sociale, pas plus que nationale. Ceci est un fait facile à constater même pour un dirigeant bourgeois. Mais là où le "socialisme" montre le bout de l'oreille et devient typiquement "chinois", c'est quand il renverse au profit de l'Etat national bourgeois la position de l'Internationale et déclare : "l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions (arrières - N.d.R.), qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale". Telle est la façon "chinoise", qui fut aussi celle de Staline, d'envisager l'interaction des mouvements nationaux bourgeois et des luttes prolétariennes dans les pays avancés. En faisant dépendre de l'action "anti-impérialiste" des peuples opprimés la libération du prolétariat des métropoles, Pékin sacrifie tout bonnement aux intérêts de l'Etat chinois les intérêts du prolétariat international.

Parce qu'une violente poussée du capitalisme en Chine présenterait encore un caractère révolutionnaire, cette optique nationale n'exclut pas, comme dans le cas de la Russie khrouchtchévienne, la dénonciation des antagonismes sociaux et économiques reproche aux Russes de reconnaître les luttes de classes au seul profit des luttes entre Etats, "d'admettre uniquement les contradictions entre le camp socialiste et le camp impérialiste et négliger ou sous-estimer les contradictions du monde capitaliste entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les nations opprimées et l'impérialisme,

entre les pays impérialistes et les groupes monopolistes, ainsi que les luttes auxquelles ces contradictions donnent lieu".

Par voie de conséquence, c'est la théorie même de la révolution qui est rejetée, lorsqu'on soutient "qu'au sein du monde capitaliste, les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie d'un pays donné peuvent être résolues sans révolution prolétarienne, ou que les contradictions entre les nations opprimées et l'impérialisme peuvent être résolues sans révolution des nations opprimées". Pour terminer, Pékin dénonce les illusions d'une victoire "pacifique" dans la lutte entre Etats et s'en prend à l'idée que "les contradictions entre les deux systèmes mondiaux, le socialisme et le capitalisme, disparaîtront automatiquement au cours de la 'compétition économique', que, par là, les autres contradictions fondamentales dans le monde disparaîtront automatiquement et que naîtra un 'monde sans guerre', un monde nouveau de 'coopération universelle'".

Lorsqu'ils affirment que la "compétition économique" est un frein (provisoire d'ailleurs) aux luttes de classe dans les ex-colonies, comme dans les métropoles, que ces luttes ne peuvent avoir qu'une issue révolutionnaire et que la compétition entre les deux camps ne peut aboutir à un "monde sans guerres", mais contient tous les germes impérialistes de la guerre, les Chinois ne font que constater un état de fait dont ils sont victimes. Mais souligner l'existence de ces contradictions, alors que Moscou les nie, suffit-il à donner le droit de fixer la "ligne générale du mouvement communiste international" ? La reconnaissance de la lutte de classe n'est pas un programme de classe. En réalité, jusqu'ici, dans ses "critiques", le socialisme chinois est à peine arrivé au point d'où Marx est parti. Affirmer l'existence des luttes de classe, leur débouché révolutionnaire sur un ordre social nouveau instauré par une dictature de classe, c'est ce que Marx, dans sa fameuse lettre à Weydeneyer, disait avoir déjà trouvé dans la pensée des historiens bourgeois de la révolution française. Le marxisme commence lorsque toutes ces leçons de l'histoire, de la politique, de l'économie bourgeoise sont mises à profit par le prolétariat pour sa lutte de classe, sa révolution et sa dictature.

Loin d'avoir opéré ce renversement, le parti chinois ressort les vieilles méthodes et les phrases usées du stalinisme, mais à la sauce khrouchtchévienne. Ainsi, ne pouvant prôner ouvertement la "construction du socialisme" dans la seule Chine, il doit atténuer sa critique de l'impérialisme russe en préconisant un Conécon "démocratique" fondé sur "les principes de l'égalité complète, de l'avantage réciproque et de l'aide mutuelle de camarades".

Aux partis prolétariens des métropoles et des pays arriérés il propose les mêmes objectifs qui furent les siens et ceux de tout le stalinisme. Dans les pays opprimés, front uni anti-impérialiste englobant "non seulement des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des éléments petits-bourgeois, mais aussi la bourgeoisie nationale patriote, et même certains rois, princes et aristocrates patriotes" !!! A l'égard des pays de capitalisme avancé, "le parti du prolétariat doit, dans les circonstances actuelles, diriger activement la classe ouvrière et le peuple travailleur dans leur lutte contre le capital monopoleur, pour la défense des droits démocratiques, contre le danger fasciste, pour l'amélioration des conditions de vie, contre l'expansion des armements et les préparatifs de guerre de l'impérialisme, pour la défense de la paix mondiale et il doit soutenir énergiquement la lutte révolutionnaire des nations opprimées." Qu'est-ce qu'il vaut mieux : pousser les luttes de classe dans ce sens réformiste et pacifiste, ou bien débarrasser le champ de bataille et implorer la paix, non pas des "braves", mais des morts frappés le dos tourné ?

Contrairement à la conception gradualiste du développement historique, le parti de Mao n'est pas devenu plus "révolutionnaire" sous la pression des événements, il répercute simplement à une plus grande échelle son réformisme impuissant devant les difficultés qui placent la Chine au coeur des contradictions du système capitaliste. Il est à

prévoir que les oracles de la paix et de la collaboration de classes feront de la Chine le bouc émissaire des prochains scoubresauts du monde bourgeois. Mais ce n'est pas à Pékin que les luttes à venir trouveront leur direction et leur âme. Car le prolétariat mondial ne peut sacrifier à l'Etat chinois ses propres intérêts, ni aux regroupements pseudo-révolutionnaires la longue maturation d'une avant-garde communiste à travers les antagonismes sociaux que développera justement la "compétition pacifique" entre les deux camps. A ce moment-là, la puissance de l'explosion révolutionnaire qui s'ensuivra, même si la Chine devait en être l'épicentre, sera mille fois plus grande que la modeste révolte politico-diplomatique de Pékin contre Moscou. Et lorsque le prolétariat chinois reprendra en mains ses propres affaires dans la tradition glorieuse de la Commune de Canton, on n'entendra plus parler depuis longtemps de "voie chinoise vers le socialisme", ni de "socialisme chinois" !

---

### La limitation du droit de grève

#### UNE RIPOSTE PIRE QUE LE COUP

La loi anti-grève a été votée et les "réactions" des travailleurs de l'Etat orchestrées par les syndicats, C.G.T. en tête, sont demeurées purement platoniques. La C.G.T. ne pouvait ni ne voulait diriger une véritable épreuve de force car, finalement, les mesures prises par le gouvernement s'inscrivaient dans une ligne d'évolution qui est celle des syndicats eux-mêmes : leurs réactions ne pouvaient être qu'un semblant de lutte pour conserver un semblant de droit.

oooooooooooo

On ne peut lutter farouchement que pour quelque chose de vital. Il n'est pas vital pour les salariés de la fonction publique de conserver un "droit" dont ils ne se servent plus que pour entreprendre, une ou deux fois l'an, ces grèves de 24 heures qui sont autant de coups d'épée dans l'eau.

Ce qui est vital pour la classe ouvrière, ce n'est pas la reconnaissance d'un droit formel, mais bien la possibilité de l'utiliser : la force de lutter et de vaincre. Et aujourd'hui le prolétariat est faible. Il est faible parce que ses organisations syndicales et politiques -la C.G.T. et le P.C.F.- l'empêchent de lutter, trahissent ses luttes ou les détournent vers des objectifs qui ne sont pas les siens. Mais si le prolétariat est faible aujourd'hui, sa puissance potentielle se manifeste parfois dans des explosions pour l'instant sans écho, mais qui montrent quelle sera sa force demain : il suffit de rappeler la magnifique grève des mineurs, menée tout à la fois contre l'Etat et sa dérisoire réquisition et contre les syndicats de collaboration de classes qui voulurent d'abord éviter la lutte (la C.G.T. voulait une grève de 48 heures seulement), puis signèrent en toute hâte avec la Direction des Houillères le compromis liquidateur que les mineurs accueillirent par des cris de rage et des insultes.

Le prolétariat est faible aujourd'hui, parce que ses chefs le détournent de toute lutte révolutionnaire, de tout but révolutionnaire, de toute conviction révolutionnaire. Face à la loi anti-grève, la C.G.T. et le P.C.F. ne voulaient pas d'une vraie grève. Ils l'ont montré par leur attitude servile destinée à amadouer "l'opinion publique", à protester de la "conscience civique" des salariés de l'Etat, de la haute notion qu'ils ont de "leurs droits et de leurs devoirs", etc... Mais surtout ils ont dit ouvertement que la grève n'était plus à leurs yeux une arme ré-



volutionnaire contre toute la société bourgeoise, mais seulement un "moyen de pression" contre un gouvernement déterminé. Et encore un moyen qui cesserait d'avoir sa raison d'être si le gouvernement se montrait plus "compréhensif" à l'égard des aspirations ouvrières : "Que le gouvernement donne satisfaction aux travailleurs, a dit le "communiste" Waldeck-Rochet à l'assemblée nationale, et alors il n'y aura plus de grève."

Cette position est la négation ouverte du programme historique du prolétariat qui a toujours affirmé que la lutte de classe -dont les grèves ne sont qu'un aspect- est le produit permanent et inévitable du capitalisme. Ceux qui n'y voient que le résultat accidentel d'une politique gouvernementale déterminée ne sont que des opportunistes qui ne veulent pas abattre le capitalisme, mais l'améliorer. C'est dans ce but que le "grand parti des travailleurs" mobilise les ouvriers pour des objectifs qui ne sont pas les leurs. Et il ne le cache pas : "La lutte des agents de la fonction publique ne concerne pas seulement les travailleurs des services publics, ni même la seule classe ouvrière, écrit l'editorialiste de l'Humanité du 15/7/63, elle concerne l'ensemble des démocrates." "Nous sommes tous concernés" a dit l'auteur dans son titre. "Nous tous", cette expression a ici le sens d'un appel aux démocrates, aux intellectuels de gauche, aux socialistes, aux paysans malmenés par le gaullisme, aux chrétiens progressistes, aux petits industriels "menacés par les monopoles", d'un appel à ces classes moyennes et à leurs organisations politiques qui n'ont jamais eu d'autre rôle auprès du prolétariat que d'entraver ou de ralentir sa lutte dans les phases ascendantes, de participer à la répression contre lui dans les phases de réaction ou de fascisme. Un parti et un syndicat qui s'acoquinent avec cette vermine de l'histoire, un parti et un syndicat qui n'attendent (en vain du reste) leur retour au pouvoir que pour décréter une nouvelle fois "qu'il faut savoir finir les grèves", comme le disait Thorez en 1936, ou encore que la grève est devenue "l'arme des trusts", comme il le déclara en 1945, ce parti et ce syndicat ne peuvent, sans une ignoble imposture, se poser en champions d'un droit qui n'a coûté tant de sang à la classe ouvrière que parce qu'elle tentait alors d'en faire l'arme tranchante de son émancipation révolutionnaire.

La C.G.T. ne pouvait pas lutter contre la loi anti-grève. On ne prêche pas impunément la "plus large union" englobant les laquais avoué du capitalisme. On ne substitue pas le chauvinisme à l'internationalisme, le parlementarisme à la lutte de classe sans que les capacités combattives d'une organisation ouvrières ne disparaissent totalement. Le propre de l'opportunisme c'est toujours, après une concession soi-disant "provisoire", d'être entraîné vers une concession plus grande. Aujourd'hui rien ne distingue plus en substance, dans la pratique comme dans l'idéologie, la C.G.T. des autres centrales jaunes, la paternaliste F.O. ou la social-chrétienne C.F.T.C. ; toutes trois pratiquent la défense des catégories privilégiées, l'esprit de compromis et de marchandage qui étouffent aujourd'hui toutes les luttes ouvrières.

Les accords d'entreprise, qui marquent une renonciation à la grève bien plus efficace que celle que le gouvernement attend de sa loi scélérate, le principe uniformément admis de l'arbitrage obligatoire, qui coupe le jarret à toute action tant soit peu radicale, la participation à l'élaboration du IV<sup>e</sup> plan économique, qui illusionne les ouvriers sur la possibilité d'un capitalisme "meilleur", constituent la dernière étape de la déchéance de la C.G.T. en tant que syndicat de classe. Les pratiques défaitistes qui en sont le fruit -limitation et fragmentation des grèves, sabotage de l'action par les discussions paritaires, participation syndicale au "boni" d'entreprise- forment la base de l'action de la C.G.T. Celle-ci ne joue plus aujourd'hui d'autre rôle que de ramener à la collaboration de classes ouvertement pratiquée par F.O. et la C.F.T.C. les catégories les plus combattives et les moins corrompues dont elle a encore le contrôle.

"La grève est l'arme essentielle des travailleurs" nous a-t-on répété à satiété durant ces dernières semaines. C'est une banalité que l'on ne ressasse que pour lui

retirer toute signification. Des grèves qui prétendent faire aboutir des revendications tout en ménageant "les intérêts supérieurs" de la production et du pays. Des grèves sabotées par de honteux "accords" qui interdisent les grèves à venir. Des grèves qui, nées de l'échec d'un arbitrage, n'ont d'autre but que d'en obtenir un nouveau. Des arrêts de travail d'une journée, d'une heure, d'un quart d'heure, qui mettent en branle tantôt une profession, tantôt une autre. Des grèves de catégorie, d'entreprise, de métier, qui s'échelonnent scrupuleusement dans le temps et lancent les ouvriers à la bataille en ordre dispersé. Les grèves perlées, les grèves tournantes, les grèves "du règlement", tous ces mouvements qui défraient la chronique des conflits sociaux d'après-guerre, qui déçoivent et découragent toute combativité, ne constituent nullement le véritable usage de "l'arme de la grève" ; ils représentent seulement un moindre mal pour le patronat et l'Etat bourgeois. En échange de quelques aumônes, ces fausses grèves brisent l'unité du prolétariat et son instinct de classe, le réduisent en une poussière de catégories concurrentes.

On célèbre la "conquête du droit de grève". Mais lorsqu'il fut acquis, le but révolutionnaire du prolétariat se profilait derrière chaque lutte ouvrière, même partielle. A l'époque du Manifeste communiste de 1848, alors que le cœur du prolétariat international battait sur les barricades de Paris, de Vienne ou de Berlin, la grève ne pouvait pas ne pas être radicale, violente, révolutionnaire. La bourgeoisie ne comptait pas alors d'alliés dans les rangs ouvriers. Attentive à refouler l'énergie sociale qui l'avait portée au pouvoir et soucieuse d'imposer sa loi sur le marché du travail, elle contraignait les organisations syndicales à la clandestinité. Tout arrêt concerté du travail tombait sous le coup de la loi et la lutte pour le pain aboutissait par force au combat de rue. C'était l'intransigeance même de la bourgeoisie qui transformait chaque revendication ouvrière en anticipation révolutionnaire de la mission historique du prolétariat.

Dans ces conditions, le droit de coalition qui, il y a exactement un siècle, mit fin à cette période, représente incontestablement une grande conquête des ouvriers. Mais son avènement marque aussi un tournant important dans la politique de la bourgeoisie dès lors intéressée à légaliser les conflits du travail plutôt que de les laisser dégénérer en émeutes et luttes armées. Le droit syndical, complément indispensable du droit de coalition (bien qu'il ne fut acquis que vingt ans plus tard), constitue également un pas énorme accompli par la classe ouvrière vers son organisation en force autonome luttant en permanence pour ses intérêts vitaux. Mais la reconnaissance légale des syndicats correspond aussi à une évolution profonde de la société capitaliste, désormais politiquement stabilisée et au seuil de sa gigantesque expansion économique.

C'est au travers de cette nouvelle législation que la classe bourgeoise chercha à s'assurer de nouvelles garanties de domination. Maintenir les conflits sociaux sur un plan strictement économique, séparer revendications immédiates et revendications historiques du prolétariat devinrent ses principaux soucis. Une longue lutte commença alors au cours de laquelle l'Etat bourgeois, avec l'aide des alliés qu'il a su se faire du sein de la classe ouvrière, s'efforce de donner à sa législation l'acceptation la plus restrictive. Il invoque à chaque grève "le complot contre la sûreté de l'Etat" ou "les provocations au meurtre et au pillage". Les ouvriers, de leur côté, rendent coup pour coup et s'affranchissent périodiquement des prescriptions étroites de la loi, tant il est vrai que la lutte de classe ne peut être enfermée dans des limites de droit. En fait, pendant une assez longue période historique émaillée de heurts violents et sanglants, le prolétariat put utiliser la légalité démocratique pour obtenir des améliorations de son sort sans pour autant aliéner comme aujourd'hui son programme, sans pour autant voir passer ses organisations, comme cela s'est produit depuis, sous le contrôle direct ou indirect de l'Etat bourgeois ou de ses partis.

Il n'en sera plus de même après la première guerre mondiale qui replacera face à face pour une lutte à mort les deux grands protagonistes de la société capitaliste :

dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie, voilà l'alternative fondamentale de la lutte de classe moderne qui est à nouveau posée dans toute sa brutalité dès que la révolution russe victorieuse appelle le prolétariat mondial à l'assaut final contre le capitalisme. Mais la vieille société se défend âprement. Des réactionnaires au démocrates, des socialistes aux fascistes, tous les partis acquis au sauvetage du capitalisme écraseront les insurrections prolétariennes dans les pays d'Occident et trancheront l'alternative au profit de la dictature du capital. Celle-ci triomphera définitivement avec la contre-révolution stalinienne en Russie, l'intégration de l'Etat soviétique dans le concert des grands impérialismes, le passage de ses partis dans le camp de la contre-révolution. Sous étiquette "démocratique" ou "fasciste", le contenu uniformément totalitaire du capitalisme décadent imposera sa loi dans tous les pays, y compris dans les démocraties pourries d'Occident. Par la violence ou par la corruption, la bourgeoisie s'assurera partout des syndicats et des partis "ouvriers" à sa dévotion.

Et on voudrait nous faire croire que dans ce monde totalitaire il existe encore un conflit entre des forces libérales et des forces réactionnaires ! On voudrait nous persuader que ce qui est visé par la loi scélérate c'est la grande conquête politique du siècle dernier, demeurée miraculeusement intacte. On voudrait nous faire admettre que le fascisme, dont le contenu économique et social a triomphé sur toute la ligne, est encore devant nous, qu'il est possible de le refouler en la personne de de Gaulle et avec l'appui de ces bons démocrates qui ont nom Mollet ou Paul Reynaud, comme on l'a déjà refoulé en la personne des colonels de l'O.A.S. en appuyant le même de Gaulle, qu'il y a toujours, en somme, des gens "moins fascistes" que le fasciste du moment et que la politique prolétarienne consiste simplement à s'allier avec eux !

Sinistre imbécillité ! La substance de concentration économique et de planification étatique qui constitue le trait essentiel du fascisme, notre bonne vieille démocratie l'avait depuis longtemps assimilée lorsque le pouvoir gaulliste, à la faveur de la crise algérienne, s'avisa de lui donner sa forme politique : le parlement-croupion et l'encadrement policier de toute l'activité civile. Sans qu'aucun de ces braillards démocratiques ne s'en doutât, nous vivions déjà le fascisme lorsque ce parti de rênégats qu'est le P.C.F. entra dans le gouvernement bourgeois de la Libération pour condamner les grèves, sommer les ouvriers de produire jusqu'à en crever, les plier de gré ou de force aux règlements dont la loi actuelle n'est que le couronnement. Par une ironie dont l'histoire est coutumière, c'est en voulant "défendre" la démocratie au lieu de la détruire par la révolution socialiste que les "communistes" rendirent le triomphe du fascisme inévitable.

Tous les soi-disant "droits" que les ouvriers ont acquis depuis cette date, ils les ont payés par leur sang dans la Résistance chauvine et par leur sueur dans la Reconstruction patriotique, ils les ont payés par la renonciation des "communistes" à toute lutte et à tout programme révolutionnaires. On a élargi le droit de vote aux femmes parce que le suffrage universel est l'opium qui rend la classe ouvrière impuissante et que plus cet opium est répandu, plus cette impuissance est générale. On a inscrit le droit de grève dans la constitution parce que les "communistes", alors au gouvernement, y garantissaient par leur présence qu'on ne l'utiliserait pas pour des buts de classe (à les écouter alors on ne l'utiliserait plus du tout). On toléra la comédie électorale et le jeu de massacre des gouvernements d'un mois ou d'un jour aussi longtemps qu'il le fallut pour que les quelque 100 ou 150 "députés du peuple" fassent la preuve de leur impuissance à réaliser la plus mince réforme. On supporta les grandes grèves aussi longtemps qu'il le fut nécessaire pour qu'insuccès et trahisons répétés en détournent une masse toujours plus grande d'ouvriers. On attendit en somme que les illusions réformistes implantées dans le prolétariat par l'opportunisme stalinien fassent place à la désaffection et au dégoût, que les larbins de gauche de la bourgeoisie aient achevé leur besogne de dépolitisation de la classe ouvrière qui s'étend de la Reconstruction aux pleins pouvoirs de Mollet, en passant par les innombrables grèves sabotées et le soutien aux ministères so-

cialistes de répression.

Aujourd'hui, le fruit de cette série de trahisons est mûr et le pouvoir du capital entend donner le coup de grâce à ce qui reste des conquêtes ouvrières du siècle dernier. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le droit de grève qu'on supprime, le droit de grève tel qu'il se survivait a été payé par le prolétariat de la renonciation à son seul droit historique : le droit à la Révolution.

Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il sur ce fantôme ? Les grèves tournantes, les mouvements limités et fractionnés lui ont assuré l'immobilité du prolétariat, mais il trouve que c'est encore la payer trop cher que de subir ces simulacres de grèves qui "troublent l'ordre" et "incommodent le public".

C'est là son erreur et, dans une certaine mesure, sa contribution involontaire et inconsciente à la radicalisation sociale qui se fera jour dans les années à venir. Les syndicats, en effet, se sont particulièrement émus de l'article 3 de la loi anti-grève: "Désormais, se sont-ils écrié, nous serait interdite toute grève de catégorie, de branche, de service." Nous, nous serions fort satisfaits si la loi parvenait à ce résultat. Si elle rend effectivement impossibles les grèves de catégories; si elle empêche réellement la guerre d'usure que les syndicats imposaient jusqu'ici à leurs adhérents, elle contraindra fatalement les salariés à retrouver la voie maîtresse des grandes grèves d'autrefois, la voie des grèves unitaires et illimitées qui, parce qu'elles répondent à une volonté véritable et massive des ouvriers, se moquent de tous les interdits et de toutes les législations comme la grève des mineurs l'a amplement prouvé.

"Le groupe communiste, a déclaré Waldeck-Rochet à la fin de son discours, a la conviction que quel que soit le vote émis par l'Assemblée, les travailleurs et démocrates sauront s'unir pour faire échouer toutes les tentatives de museler le mouvement ouvrier et démocratique, pour défendre le droit de grève et les libertés sociales, pour défendre le progrès social, la paix et la démocratie."

Nous, communistes internationalistes, nous avons la conviction que le prolétariat comprendra un jour qu'il n'a pas à lutter pour le trompeur "progrès social", qui n'est que corruption, division et impuissance de la classe ouvrière ; qu'il doit abandonner à l'impuissance petite-bourgeoise les rêves sur la paix en général, qui ne visent qu'à lui faire accepter la paix sociale ; qu'il ne doit pas revendiquer une démocratie qui l'a toujours trompé et souvent opprimé et écrasé dans le sang. Le prolétariat comprendra qu'il n'est pas de salut pour lui en dehors de la lutte de classe, de la prise violente du pouvoir politique et de la dictature révolutionnaire.

D'ici là, des années passeront encore au cours desquelles il devra fourbir ses armes, reconstituer son organisation politique. Mais rien ne pourra empêcher que se lève l'aube éclatante de la reprise internationale de la lutte prolétarienne. Rien, ni le langage débilitant des syndicats et des partis de la collaboration des classes qui pleurent le droit de grève après l'avoir enterré, ni les foudres juridiques de l'Etat capitaliste qui a voulu le tuer une seconde fois.

---

#### NOS PUBLICATIONS :

- DIALOGUE AVEC STALINE (N° spécial de Programme Communiste, 56 p.): 2 F
- DIALOGUE AVEC LES MORTS (Critique du XXe Congrès du P.C.U.S., 159 p.): 4 F
- L'ECONOMIE RUSSE D'OCTOBRE A NOS JOURS, ainsi que LE MARXISME ET LA RUSSIE (148 pages) : 4 F.
- PROGRAMME COMMUNISTE (chaque année -4 Numéros- à partir de 1959 : 8 F)

Lettre d'Italie

LES LUTTES OUVRIERES EN ITALIE

Ces derniers mois, on a assisté en Italie à une reprise intense, quoique non généralisée, de l'agitation sociale : bâtiment, textiles, transports urbains, métallurgie nationalisée, ouvriers agricoles, etc. La cause de ces agitations n'est pas seulement l'augmentation rapide et constante du coût de la vie, mais le fait que la classe ouvrière paie les frais de l'orientation contre-révolutionnaire des luttes revendicatives et s'aperçoit que, malgré les vantardises sur "les progrès du socialisme", sa situation face au patronat et à son Etat empire de jour en jour.

De juin 1962 aux premiers mois de l'année en cours, la grève des métallos domina la scène des luttes revendicatives : nombre imposant de grévistes, arrêt pratiquement total et même heurts violents avec les forces de l'ordre, comme par exemple à Turin en juin. Toutefois, non seulement les syndicats veillèrent-ils dès le début à maintenir en dehors de la grève le secteur "étatique" tout entier (la moitié environ du personnel des plus grandes entreprises) sous prétexte que la direction y était disposée à traiter et affichait une "psychologie" d'organisation-pilote, mais même l'agitation du secteur privé fut conduite suivant le système des "luttes articulées", c'est-à-dire des luttes dispersées, limitées dans le temps, par entreprise, par département, jamais reliées à celles d'autres catégories, même voisines, suspendues au moment de plus grande tension et reprises au moment de plus grande faiblesse. D'autre part, tandis que la réduction énergique de la durée de la journée de travail (on avait parlé de la semaine de 40 heures) et l'augmentation massive des salaires constituaient les principales revendications pour les ouvriers, pour les syndicats les véritables revendications de base étaient la reconnaissance officielle de la présence syndicale dans l'entreprise, la perception des cotisations syndicales par la direction des entreprises et la reconnaissance d'un certain pouvoir de négociation et de contrôle, sur le plan de l'entreprise, en ce qui concerne les forfaits du travail aux pièces, les temps de travail, etc... C'est à ces "revendications" que furent sacrifiées les revendications les plus vitales pour les prolétaires.

Le résultat fut un contrat national qui ne satisfaisait nullement les espérances des travailleurs : le maximum que l'on obtint dans quelques branches fut la réduction de la semaine de travail à ... 46 heures (qui continuent d'être largement dépassées puisque, dans presque toutes les entreprises, les ouvriers sont contraints pour vivre à faire des heures supplémentaires) et une augmentation des salaires de 10% environ dont ont bénéficié surtout les catégories "privilegiées", augmentant au lieu de le diminuer l'écart entre les salaires des manoeuvres et des ouvriers spécialisés ou qualifiés, des anciens et des jeunes. Quant au contrôle des forfaits et des temps, précisément au cours de ces derniers mois et dans le secteur de la métallurgie d'Etat (qui devait être... un secteur-pilote de la "démocratie dans l'entreprise"), les ouvriers ont dû constater que leurs conditions de travail sont devenues toujours plus difficiles par l'introduction de méthodes comme l'accouplement des machines pour utiliser les "temps morts" des ouvriers servant une seule machine, et la réduction des temps dans le travail aux pièces : le fameux pouvoir de contrôle des syndicats, leur fameuse présence dans l'entreprise, se sont donc résolus comme nous l'avions prévu sur la base du marxisme : dans l'intéressement des syndicats au sort de l'entreprise, libre à celle-ci de porter l'exploitation de la main-d'oeuvre à son maximum au nom de la sacrosainte production nationale et du profit (qui est, comme chacun sait, "bénéfice commun" dans les entreprises contrôlées par l'Etat !).

C'est de cette situation que dérivent les grèves dans différentes entreprises de l'I.R.I. (secteur d'Etat), grèves qui du reste n'ont pas été liées les unes aux

autres et ont été limitées le plus souvent à trois ou quatre départements à l'intérieur d'une même entreprise tandis que les autres continuaient à travailler ; c'est de cette situation que sont nées les vigoureuses protestations de groupes d'ouvriers et la réaction des bonzes syndicaux contre ces "irresponsables" que sont les internationalistes.

Quant aux travailleurs du bâtiment (pour ne pas parler d'autres catégories où notre intervention n'a pas été moins vigoureuse, comme celle des ouvriers des fours à chaux de Toscane), il s'agit d'une catégorie surexploitée durant le "boom" de la construction et qui se retrouve aujourd'hui avec un salaire de famine, un emploi aléatoire et une division en zones de salaires très inégales et en concurrence réciproque. Les ouvriers du bâtiment pourraient bien occuper dans les luttes revendicatives de cette année la place que les métallos ont occupée en 1962 : mais on a déjà vu que les agitations, organisées à des jours différents pour les diverses régions et limitées au maximum à 24 heures, tendent à être rapidement étouffées par les syndicats, et suspendues dès la première allusion à de possibles tractation avec les patrons, exactement comme cela s'est déjà produit et se produit encore pour les transports publics (tramways, traminots, cheminots, etc...).

Nos groupes et nos camarades qui, suivant les positions de principe traditionnelles de la III<sup>e</sup> Internationale et de la Gauche communiste, adhèrent au syndicat d'origine ouvrière -La C.G.I.L. qui correspond à la C.G.T. en France- ont revendiqué et revendiquent dans toutes ces agitations, au moyen de nombreux tracts, du bulletin "Spartaco" et du journal "Programma Comunista", le retour de l'organisation ouvrière à une politique de classe -qui n'est possible que par la conquête de sa direction par le courant révolutionnaire marxiste ; la rupture de tout accord avec les syndicats jaunes ou blancs (C.I.S.L. et U.I.L. correspondant à la C.F.T.C. et à F.O.), la grève généralisée et sans limite de durée. Ils proposent deux revendications principales minimum : la réduction radicale de la durée de la journée de travail avec abolition du salaire aux pièces, des primes de production et de "fidélité" à l'entreprise, avec une réduction énergique des différenciations de salaires à l'avantage des catégories et sous-catégories les plus mal rétribuées, tandisqu'ils ne cessent, dans chaque manifestation de la lutte de classe, d'agiter le programme maximum de la classe ouvrière : la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'établissement de la dictature du prolétariat.

---

### CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## LA GREVE DES MARINS

La récente agitation des marins s'est terminée sur une trahison plus répugnante encore que celle qui avait mis fin à la grève des mineurs de mars-avril derniers. Chez les mineurs, la colère suscitée par l'accord sur-venu entre les syndicats et les Houillères n'a pu se manifester qu'après sa signature par les responsables syndicaux. Chez les marins, c'est avant la signature du compromis proposé par les armateurs que les marins se prononcèrent énergiquement contre sa teneur. Trahison plus cynique : les marins ayant été consultés à bulletin secret, il a fallu bafouer ouvertement leur volonté de lutte pour liquider la grève ; mais trahison plus hypocrite aussi votant navire par navire, les marins s'étaient engagés à respecter la majorité qui se dégagerait sur le plan national, les dirigeants se sont prévalus de cette clause pour considérer leur propre unanimité, leur unanimité de bonzes et de sous-bonzes décidés à saboter la grève comme représentant la volonté de tous les marins en lutte. Capitulation et complicité avec le patronat : voilà la fonction des directions syndicales actuelles.

Il suffit de comparer ce que les marins réclamaient et ce que les syndicats ont "obtenus" pour eux pour s'en convaincre. Les marins revendiquaient : 1°) une revalorisation de salaire de l'ordre de 10 % (les armateurs proposaient 4 % et c'est ce qui avait entraîné la rupture des pourparlers) ; 2°) Une réorganisation du travail à bord, c'est-à-dire l'application de la journée de huit heures, continuellement tournée en raison du rythme de rotation des navires, des réductions de personnel et des conséquences des perfectionnements techniques depuis la guerre ; 3°) La transformation des primes dites "de pétrolier" en indemnité de "jour en mer".

Les marins ont obtenu une prime mensuelle d'attente fixée uniformément à 54 Fr. pour les mousses, marins et maistrance, hiérarchisée pour les officiers à partir de 61 Fr. Ces avantages représentent, dans le meilleur des cas, une augmentation de salaire de 6 %. Par ailleurs les marins ont reçu l'assurance que le matelot qualifié serait reclassé dans sa "grille de salaires". La "réorganisation du travail à bord" sera "discutée" entre le 15 septembre et le 15 février 1964 ; le reclassement général de la profession entre le 15 février et le 15 mars 1964. En somme, les revendications concernant les conditions de travail et les salaires sont renvoyées aux calendes grecques. Quant à la transformation de la "prime pétrolier", il n'en est même plus question.

Voilà le résultat mirobolant d'une agitation de 19 jours ! Juste au moment où la grève commençait à présenter de sérieux inconvénients pour les patrons, les syndicats qui, dès le début, avaient manifesté "leur désir de règlement rapide du conflit" (F.O.) et s'étaient déclarés "toujours prêt à reprendre les pourparlers avec les représentants de l'armement" (C.G.T.), s'empressèrent d'accepter le compromis proposé par le Secrétaire général de la Marine Marchande. On comprend que, devant ce mets cuisiné par les bonzes syndicaux et les armateurs dans la cambuse ministérielle, les marins aient eu un haut-le-coeur et qu'ils l'aient immédiatement jeté par les hublots. Ce qu'il importe pourtant de comprendre, afin de tirer quelque leçon de la

grève perdue des marins, c'est l'importance de l'enjeu qu'elle cachait : dans tous les mouvements semblables, et en dépit du soin que les responsables syndicaux mettent à la masquer, la portée du conflit dépasse toujours largement l'importance des revendications posées. En examinant la situation créée par la grève, en tenant compte de l'état de crise qui sévit dans l'armement et de son aggravation consécutive à la baisse du trafic avec l'Algérie, on s'explique aisément l'intransigeance des armateurs d'une part, et, de l'autre, la lâcheté des organisations syndicales qui, du moment qu'elles se refusent à une véritable lutte, n'ont plus qu'un seul rôle à jouer : faire accepter leur propre capitulation à leurs adhérents. Ce qui était en cause dans la revendication des marins, ce n'était pas simplement le montant de millions par lequel elle se chiffrait, c'était toute la politique de l'armement français, qui, face à la crise, comprime les salaires, intensifie les horaires de travail, réduit les prix et revient - toutes mesures contre lesquelles se dressent respectivement les trois revendications énoncées plus haut.

Le mouvement des marins s'en est tenu à cette décevante forme d'action que constituent les grèves tournantes de 24 heures. Le passage à une action plus énergique (48 heures de retard au lieu de 24 à l'appareillage de chaque navire) n'est survenue que laborieusement, sous l'impulsion des marins de Marseille. Encore la portée en a-t-elle été amoindrie par la "justification" invoquée peureusement par les syndicats, faisant état de riposte défensive à la suite des mesures coercitives prises par les Cies. après les premiers arrêts de travail. Enfin les organisations syndicales procédèrent, dans l'ensemble, avec une extrême lenteur, n'adoptant des "formes d'action plus efficaces" (C.G.T. dixit) que sous la pression des équipages. En dépit de tous ces éléments modérateurs, la perturbation provoquée par les retards à l'appareillage prit une proportion presque dramatique, immobilisant des milliers de touristes à Marseille et au Havre, dans des conditions et à un moment de l'année où il est très difficile de trouver gîte et repas. Lors de la trêve qui suivit la première grève de 24 heures, les quelque 12 ou 15 000 personnes immobilisées purent reprendre leur voyage et dégager quais et hangars qu'elles occupaient. Mais un second afflux d'une masse aussi importante de voyageurs rendait catastrophique la perspective de la rupture de cette trêve. A ce moment là, un arrêt général et total du trafic aurait inévitablement contraint les armateurs à une capitulation non moins totale et c'est évidemment ce qu'il fallait prévenir au plus vite. Ils le firent avec habileté, et surtout avec l'aide des dirigeants syndicaux.

Leur arme essentielle fut l'épée de Damoclès du chômage : "les demandes formulées par les personnels navigants ne pourraient que hâter le désarmement des navires, compromettre le plein emploi dans la marine marchande, menacer le sort de tout un ensemble d'industries et, en définitive, l'économie générale du pays" (Déclaration du Comité central des Armateurs). Pour les actuels dirigeants syndicaux, il n'y a pas de langage plus éloquent, mais on imagine ce que des révolutionnaires auraient répondu à de tels arguments : "Vous criez à la ruine et à la débâcle parce que nous revendiquons de meilleurs salaires, mais cette ruine c'est précisément celle que nous attendons, car la mission historique de notre classe, du prolétariat, est précisément de construire, sur VOTRE ruine, votre ruine de spéculateurs et de parasites, une économie rationnelle. Nous savons bien cependant, que vous n'êtes pas en fait réduits à cette extrémité. Ce que vous voulez sauver, ce



n'est pas tellement l'augmentation que vous réclament vos salariés, mais la force et les moyens de maîtriser la conjoncture politique et sociale. Ce que vous redoutez, ce n'est pas la faillite, mais l'unification de la classe ouvrière. Ce qui vous alarme, ce n'est nullement l'impossibilité de faire face à vos obligations "d'intérêt national" compromises, dites-vous, par nos "exigences" ; ce que vous craignez avant tout, c'est que sur la base d'actions énergiques, se développe, parmi vos victimes, la conscience de la nécessité d'en finir avec le système politique et le mode de production dont vous êtes les bénéficiaires. Et c'est pour la raison exactement opposée que nous, qui avons un programme qui fait fi de vos misérables impératifs de rentabilité et de concurrence sordide et mercantile, nous attachons tant d'importance aux luttes revendicatives déclenchées en vue de dérisoires augmentations. Nous savons bien que, pour la classe salariée, les résultats économiques de cette lutte ne peuvent, dans le meilleur des cas, qu'être éphémères. Mais nous savons aussi que, selon la façon dont les exploités auront combattu, selon l'expérience qu'ils tireront de ce combat, leur regroupement sera plus ou moins rapide, plus ou moins compacte et plus ou moins rapide sera la voie de la destruction révolutionnaire du capitalisme". Voilà ce que de vrais prolétaires auraient répondu au chantage permanent des armateurs menaçant de désarmer le navire, au lieu d'aller s'asseoir avec eux autour du tapis vert de M. le Ministre.

Mais la force politique qui est à la tête des syndicats, a depuis longtemps oublié la teneur d'un tel langage. Au lieu de dénoncer l'ignoble spéculation des armateurs, ses représentants dans les syndicats de marins sont impatients de saisir la perche que leur tend l'arbitrage ministériel. De cet arbitrage est sorti un compromis. Le 9 août, en soumettant le contenu de ce compromis au vote secret des marins, ils demandent à ces derniers de voter POUR l'acceptation des propositions faites. Mais à Marseille, selon "Le Monde" sur 36 navires, 1072 voix se prononcent contre, 692 pour". Les armateurs sont furieux, car, -avoue le même journal- "les responsables syndicaux LEUR AVAIEN PROMIS que le travail reprendrait normalement mercredi matin". Les discussions ayant eu lieu le mardi soir, les promesses n'étant pas tenues 2 jours après, la manoeuvre a échoué et les armateurs agitent derechef la menace du désarmement de 3 bateaux. Mais les délégués ne se découragent pas pour autant : "Les responsables syndicaux (écrit toujours "Le Monde") ne désespèrent pas d'arriver à convaincre leurs adhérents dans les jours qui viennent". Le 10 août, dans une réunion tenue à Paris (c'est donc bien l'appareil syndical, placé sous le contrôle direct des directions confédérales, qui a pris seul la décision) "les délégués syndicaux C.G.T. ont invité les équipages à reprendre le travail". Pourtant, reconnaît "Le Monde", "les votes à bulletin secret ont donné presque toujours une majorité pour le rejet de ces propositions. Le dernier vote connu, celui de 22 navires du Havre, a ainsi donné 474 contre l'acceptation des propositions et 179 pour".

C'est alors que, sous le prétexte d'appliquer la clause de la "volonté des marins à l'échelle nationale", se déploie la savante manoeuvre destinée à escamoter cette majorité hostile au compromis. Cette manoeuvre, le correspondant du "Monde" la dévoile avec une ingénuité désarmante : "dans la plupart des cas -écrit-il- les équipages, bien qu'ayant voté pour la poursuite du mouvement, ont décidé de s'en remettre à l'avis de la majorité sur le plan national. On estime donc que les décisions de l'ensemble des DELEGUE

syndicaux seront considérées par les équipages COMME EXPRIMANT L'AVIS DE LA MAJORITE". "Une première réaction dans ce sens -poursuit le journal- est celle des marins de Marseille où les DELEGUES SYNDICAUX C.G.T. ont décidé de suivre l'appel lancé sur le plan national et d'inviter leurs adhérents à reprendre la mer". Pour ne laisser d'ailleurs aucun doute sur ce que représente l'opinion de ces délégués par rapport à la masse des marins, "Le Monde" qui, le 9 août, avait déjà révélé que les marins de Marseille "étaient déçus", précise le 11 que "les marins ont accepté avec beaucoup de réticences les propositions des armateurs" et, enfin, met franchement les pieds dans le plat : "On a connu vendredi à midi les résultats des derniers votes d'équipages. Ceux du Havre en particulier. Ils se sont tous prononcés contre les propositions des armateurs. Le fait qu'ils décidaient de se soumettre aux décisions de la majorité 'sur le plan national' a été interprété comme l'acceptation de l'ARBITRAGE des organisations syndicales. Dans ces conditions, la reprise du travail ne pouvait être ni facile ni immédiate". On ne peut pas dire plus clairement que les syndicats ont forcé la main aux marins pour leur faire abandonner le grève. On ne peut plus crûment reconnaître que les syndicats ne sont plus des organisations au service des exploités, mais des intermédiaires entre eux et les patrons, des arbitres ; et on sait bien dans quel camp se rangent tous les arbitres en matière de conflits de classes.

De tout ce qui précède, l'enseignement peut être rapidement tiré. Pour que la lutte ouvrière soit efficace, il ne suffit pas que la revendication soit unanimement acceptée et les salariés librement consultés sur le mode d'action et ses objectifs. Il faut aussi et surtout que ce mode d'action soit radical et puissant : que l'arrêt du travail soit général et illimité. Mais pour que cette forme de lutte voie le jour, il faut que les ouvriers sachent déjà que leurs dirigeants syndicaux y sont formellement opposés et que cette hostilité est la conséquence inévitable de leur ligne politique : fondée sur la perspective de la prospérité nationale et de l'épanouissement de la démocratie bourgeoise, cette ligne est absolument incompatible avec la lutte des classes et tous les mouvements qui n'en sont que l'expression partielle. Quand ils sont animés d'une grande volonté de lutte, les ouvriers sont donc non seulement à vaincre l'adversaire, le patron, mais encore le sabotage de leurs propres dirigeants.

---

Supplément au N° 24 de "Programme  
Communiste"

---

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM et adresse : .....

SOUSCRIT UN ABONNEMENT (rayer les mentions inutiles)

- à Programme Communiste (normal (9 F)  
de soutien (20 F)
- au Prolétaire (normal (2 F)  
de soutien (5 F)
- combiné à Programme Communiste et LeProlétaire (10 F)

Versements à F. GAMBINI (voir lère page)